

B
U
L
L
E
T
I
N

D
E
S

E
T
U
D
I
A
N
T
S

C
O
M
M
U
N
I
S
T
E
S

T
U
N
I
S
I
E
N
S
A
P
A
R
I
S

L'AVENIR ETUDIANT

- 1/ DIX ANS D'INDEPENDANCE
- 2/ A.E.M.N.A. - BILAN ET PERSPECTIVES
- 3/ RENE DUMONT - ET EXPERTS TUNISIENS
- 4/ L'AFRIQUE FACE AUX COUPS D'ETAT - LE COUP D'ACCRA
- 5/ INFORMATIONS NATIONALES

DIX ANS D'INDEPENDANCE

Le 20 mars 1956, notre pays avait rejeté le pouvoir colonialiste. L'indépendance nationale avait soulevé parmi les masses populaires de grands espoirs.

Dix ans après, des questions légitimes se posent : la politique gouvernementale a-t-elle été, est-elle au niveau des possibilités nationales et internationales ? A-t-elle été, est-elle au niveau des problèmes essentiels posés devant notre pays ? Pour nous résumer, LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE A-T-ELLE REPONDU, REPOND-ELLE ENCORE AUX ASPIRATIONS DES MASSES POPULAIRES ?

Pour répondre à ces questions, nous allons tenter de faire le bilan, nécessairement schématisé, de la politique tunisienne durant les dix années d'indépendance.

1 - Sur le plan politique, il y eut l'évacuation des troupes étrangères, la liquidation des bases militaires, la création d'un nouvel Etat débarrassé des vestiges du pouvoir beylical, enfin la constitution, fondée sur le régime républicain.

Cela est positif; mais il reste que notre politique étrangère relève du "pro-occidentalisme militant" qui amène notre pays à soutenir les Mobutu, les Ky et l'intervention militaire barbare des U.S.A. au Vietnam et qui isole notre pays en Afrique et dans le monde arabe tout particulièrement.

2 - Sur le plan démocratique, le régime présidentiel a évolué dans le sens d'un pouvoir personnel; la constitution, qui reconnaît aux citoyens les libertés fondamentales, a été violée, et dans sa lettre et dans son esprit; les organisations syndicales furent mises au pas, le P.C.T. interdit et la presse progressiste suspendue.

3 - Sur le plan social, si les "chantiers de mise en valeur" permirent à une partie des chômeurs de travailler, à des salaires très bas, faut-il le rappeler, le sous-emploi et le chômage reste le lot d'une partie importante des travailleurs des villes et des campagnes.

Les allocations familiales ont subi une diminution importante ; les salaires sont restés bloqués jusqu'à la fin de l'année 1965 ; la seule augmentation des salaires "octroyée" a été largement annulée par la hausse des prix due à l'inflation.

4) Enfin sur le plan économique, il y a eu l'institution d'une banque centrale, une monnaie tunisienne, la dénonciation de l'Union douanière avec la France, le passage du libéralisme au dirigisme, de l'improvisation à la planification qui a permis la "création d'un secteur d'Etat englobant le crédit, les services publics et les transports, les branches essentielles de l'activité industrielle ainsi que certaines entreprises commerciales".

Cependant la réforme agraire et la nationalisation du commerce extérieur, des mines etc.... sont rejetées aux calendes grecques.

A la lumière de ce bilan, il nous est permis de répondre : SI DES SUCCES REELS ONT ETE REMPORTEES, il reste que LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE N'EST PAS ENCORE AU NIVEAU DES PROBLEMES ESSENTIELS POSES DEVANT NOTRE PAYS et N'A PAS REPONDU AUX ASPIRATIONS DES MASSES POPULAIRES. La lutte pour la réforme agraire, pour une politique extérieure neutraliste, pour la démocratie sociale /satisfaction des revendications immédiates du peuple; lutte contre le chômage; plein emploi, etc.../ et la démocratie politique /respect des libertés fondamentales, d'organisations d'opinion, de presse etc.../ est plus actuelle et plus impérieuse que jamais. Plus que jamais une lutte conséquente pour donner à la révolution nationale un contenu démocratique et social est nécessaire.

L'AVENIR
ETUDIANT

En Marge d'une confrontation :
LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE ACCELEREE

L' "Action" du 5 Février a publié une confrontation entre le Professeur René Dumont et Mrs Mustapha Filali, ancien ministre de l'agriculture, Hamadi Ghédira, directeur de l'OMVVM, Mohamed Ghenima, directeur de la Banque Nationale, Sadok Bahroun, Khaled Ben Ammar et Tahar Haouet, chefs de divisions au S.E. au Plan et à l'Economie Nationale. Trois problèmes /la croissance agricole en Tunisie, la bureaucratie et les investissements/ ont été abordés.

De cette confrontation, il ressort que :

1 - Les CHIFFRES CONCERNANT LA CROISSANCE DU SECTEUR AGRICOLE TUNISIEN SONT CONTESTABLES, c'est le moins qu'on puisse dire ; cela non pas parce que le taux annuel de 4% n'a été réalisé dans aucun pays du Tiers-Monde, non pas seulement parce que les responsables ont annoncé 1,8% d'abord de croît annuel, 3,9% ensuite puis 3,7% mais surtout parce qu'il y a maintien de fortes importations alimentaires, et parce que les difficultés que connaissent certaines régions n'ont ni disparues, ni décrues.

2 - Le phénomène bureaucratique a été éludé. M. Moucef Guen qui dirigeait le débat, pense que le pouvoir politique est un "pouvoir populaire puisque issu du suffrage universel".

Nous ne reviendrons pas ici sur l'analyse de la base sociale et du contenu de classe de l'Etat Tunisien (1); nous rappelons cependant que l' "Etat Tunisien est un Etat NATIONAL..., dont le CONTENU ESSENTIEL EST actuellement DETERMINE PAR LA BOURGEOISIE NATIONALE et dont la BASE SOCIALE, à la ville et à la campagne, est constitué par LA PETITE BOURGEOISIE", que parmi les couches constitutives de cette bourgeoisie, il y a une "COUCHE BUREAUCRATIQUE qui jouit de privilèges certains et dont le ROLE GRANDIT DE PLUS EN PLUS".

3 - Enfin les PRIORITES NE SONT PAS ACCORDEES AUX INVESTISSEMENTS DIRECTEMENT ET IMMEDIATEMENT PRODUCTIFS. Elles sont données aux investissements d'infrastructures, de l'habitat et du tourisme, au détriment des investissements industriels.

Les dépenses d'administration et de fonctionnement sont trop grandes : elles sont passées de 1960 à 1964 à l'indice 128 au lieu de l'indice 120 prévu dans le plan triennal (de 83 millions à 106 millions de Dinars).

+ +

Nous ne reviendrons pas dans le cadre de cet article à la critique des perspectives décennales ni à celle du plan triennal; nous remarquons cependant que les experts tunisiens ont affirmé avec force que les conditions d'une croissance accélérée, que les solutions à apporter au sous-développement, sont d'ordre technique. Il nous semble que cette façon de voir est erronée, car le problème du développement [c'est-à-dire en dernière analyse le problème de l'accumulation primitive] pose des exigences d'un tout autre ordre :

1 - La nationalisation du commerce extérieur, du commerce de gros et de semi-gros, des banques, mines et des compagnies d'assurances.

2 - La réforme agraire : limitation de la grande propriété terrienne, distribution des terres aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles.

C'est là pensons-nous, que réside la solution Il reste cependant qu'une Troisième condition est nécessaire : LA DEMOCRATIE QUI SEULE PEUT FAIRE NAITRE ET SE DEVELOPPER L'ENTHOUSIASME DES MASSES POPULAIRES.

A.E.M.N.A. - BILAN ET PERSPECTIVES

L'année dernière, la réintégration de l'U.G.E.T. à l'A.E.M.N.A. a eu lieu à la faveur d'un compromis. La représentation tunisienne reflétait les courants réels [destouriens, progressistes et communistes] qui coexistent au sein de l'Union.

Cette année, à la suite d'élections antidémocratiques à l'U.G.E.T., communistes et progressistes furent exclus des organes de direction des corps. Certains prirent l'élimination des étudiants de gauche non pour ce qu'elle est : le résultat d'une manoeuvre antidémocratique, mais pour un changement des rapports de forces au sein de l'U.G.E.T. qui autorise la mise en question du compromis réalisé l'an passé. Et ainsi, à la veille de l'A.G. du 27 Février, le problème le plus grave qui se posait à l'A.E.M.N.A. était celui de la nouvelle représentation tunisienne.

(1) Cf. sur le choix d'une voie avancée de développement par Khaled.

Deux thèses étaient en présence :

- celle d'une partie des étudiants destouriens qui revendiquaient une représentation exclusivement destourienne des tunisiens à l'A.E.M.N.A., et

- celle des étudiants non-destouriens fondée sur la lutte contre toute exclusive et réclamant la représentation des courants idéologiques et politiques réels qui partagent les Etudiants tunisiens.

La participation à l'A.G. élective fut large; les débats furent dans l'ensemble corrects et d'un niveau politique assez élevé.

De cette assemblée, nous retiendrons au moins trois faits :

1 - Le mot d'ordre de lutte contre tout monopole politique quel qu'il soit, eut un écho certain auprès de la majorité des Etudiants; cependant, si toute exclusive fut écartée, le problème de la représentation tunisienne n'est pas définitivement réglé, les étudiants destouriens ayant quitté l'A.G.

2 - Au sein de la masse des Etudiants tunisiens, la ligne de clivage ne fut pas uniquement entre destouriens et non-destouriens. Il y eut souvent différenciation entre démocrates et carriéristes-réactionnaires.

3 - L'A.E.M.N.A. est sortie grandie de cette épreuve. Certains voyaient en elle une organisation agonisante; elle a prouvé qu'elle est capable de se réadapter, qu'elle est capable de retrouver son dynamisme et de sortir de l'immobilisme des trois dernières années.

Nous citerons pour mémoire que 700 cartes de membres ont été vendues [300 aux algériens et marocains, 400 aux Tunisiens/ et 350 adhérents environ ont assisté à l'A.G. élective.

Cependant l'arbre ne doit pas nous cacher la forêt ; ce bilan, par certains côtés positifs, ne doit pas nous faire oublier que de grands problèmes se posent encore à l'A.E.M.N.A. :

1 - La vie de l'Association et les fonctions qu'elle doit avoir n'ont pas été abordées à l'A.G. Or il nous semble nécessaire de rompre avec les pratiques et coutumes du passé. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une seule A.G. par an, sous peine de favoriser l'apathie, la démobilisation et la désaffection des adhérents à l'égard de leur A.E.M.N.A. Des A.G. régulières doivent avoir lieu; le Comité doit présenter périodiquement aux militants des rapports sur ses activités, etc...

2 - Le problème le plus grave, du moins le plus urgent - la réintégration de l'U.G.E.T. sur une base démocratique - n'a pas trouvé de solution valable et durable.

Le statu quo actuel n'est pas cette solution.

L'AFRIQUE FACE AUX COUPS D'ETAT : LE COUP D'ACCRA

EN QUEUE DE PIE ET ROBES DE DIOR.

Le Tiers-Monde vient de connaître une série de coups d'Etat : sept en Afrique, deux en Asie, sans compter les tentatives qui ont échoué, ni "le coup de Khartoum" qui constitue à notre avis une révolution démocratique anti-impérialiste manquée.

Pour les pays où l'indépendance politique ne fut qu'une redistribution de la plus-value au profit de la bourgeoisie indigène incapable de développer l'économie sans l'apport des capitaux étrangers, incapable de nationaliser la rente foncière des grands propriétaires, terriens et la plus-value extorquée par les impérialistes, "dans les pays où les présidents dansent en queue de pie et les présidentes en robes de Dior" (1), il s'agit d'opérations préventives : les impérialistes, de peur d'une nouvelle révolution à la Congolaise (2), ont renversé des hommes de paille, des gouvernements compromis, sauvant ainsi l'essentiel tout en donnant une satisfaction apparente aux masses populaires; c'est le cas des coups d'Etat du Congo-Léo, du Dahomey, de la République Centre-Africaine, de la Haute-Volta, etc...

Mais dans le cas du Ghana, il s'agit de se débarrasser d'un gouvernement nationaliste, progressiste et anti-impérialiste conséquent.

Les Conséquences du Coup d'ACCRA

C'est précisément le coup d'Accra que nous étudierons dans cet article, et cela pour plusieurs raisons :

1 - parce qu'il risque sérieusement de priver les nationalistes d'Angola, de la Guinée dite Portugaise et de la Rodhésie d'un soutien actif ;

2 - parce qu'il risque de diminuer le nombre de voix favorables à l'admission de la Chine Populaire aux Nations-Unies.

3 - parce qu'il sonne le glas de l'O.U.A. en changeant le rapport des forces en Afrique en faveur de l'Internationale des monopoles et leurs serviteurs indigènes ;

4 - parce qu'enfin, il fournit le plus de leçons aux révolutionnaires de tous les pays, car s'il est certain que le Coup d'Accra fut préparé à Wall Street et à Londres, il reste que l'enthousiasme avec lequel les masses populaires ont accueilli les putschistes, est déroutant. :

Il s'agit d'expliquer ce phénomène, de voir pourquoi le gouvernement le seul qui sut, parce que progressiste, éradiquer le sous-développement (3) s'est effondré sans que les masses ne se soulèvent pour le défendre.

La Sainte-Réaction

Il s'agit d'expliquer pourquoi les masses populaires ont "légalisé" un pouvoir réactionnaire, La nouvelle équipe dirigeante se présente d'ailleurs comme telle; nous en donnons pour preuve, outre les dénationalisations massives, les perles de Jean-François Chauvel qui écrit : "... la dénomination de tous les contrats passés avec les deux grandes puissances communistes est acquise et les sociétés occidentales installées au Ghana ont été priées de faire l'inventaire des projets en cours d'exécution et de trouver les firmes disposées à prendre le relais des Chinois et des Russes. A l'heure de la remise en ordre, un champ d'action s'ouvre au Ghana aux capitalistes occidentaux qui acceptent d'investir dans un pays semblant résolu à montrer plus d'orthodoxie dans la façon de gérer ses affaires. Les Etats-Unis ont déjà décidé d'appuyer la demande d'avances immédiates faites par Accra à la Banque Mondiale, cependant qu'en attend ces jours-ci l'arrivée d'experts du Fonds monétaire international" (4).

Un Bilan Positif

Le bilan économique de la politique du gouvernement Kwané N'Krumah est largement positif. "Ce qui compte, écrit Robert Cornevin dans le monde diplo-

matique, c'est l'éclatante rupture avec le "pacte colonial" de funeste mémoire, c'est que le Ghana produit son courant électrique, son aluminium, son essence, ses tissus...."

Nous rappelons brièvement quelques projets en cours de réalisations :

- Construction d'un nouveau port à Tena près d'Accra ;
 - Construction d'un barrage et d'une station hydroélectrique à Akosomba au nord de Tema. La station électrique débitera 883.000 kw.
 - Construction d'une fonderie d'aluminium avec une capacité de 120.000 tonnes par an.
- etc...

Il est ainsi évident que l'ère où le Ghana, premier producteur mondial de cacao, important tout le chocolat dont il avait besoin, est révolue, loin derrière nous.

L'Education Nationale et la formation des cadres occupaient une place de choix : par exemple si en 1951 on ne comptait que 154.000 écoliers, aujourd'hui 1.500.000 enfants sont scolarisés.

Enfin est-il besoin de rappeler l'anti-impérialisme, le neutralisme de la politique étrangère du Ghana ? Sa lutte sans répit pour l'unité africaine ?

Démocratie sociale et démocratie politique

Cela dit, il reste que les masses populaires ont applaudi l'action des putchistes. A notre avis, la raison fondamentale qui explique ce fait c'est l'ABSENCE DE DEMOCRATIE SOCIALE ET DE DEMOCRATIE POLITIQUE. Cet anti-démocratie / Pouvoir personnel total, Culte excessif de la personnalité... est basé sur un parti unique sans fonctionnement démocratique et un syndicalisme réduit à un fonctionnariat à la botte du gouvernement et a favorisé (l'Etat étant la principale source du pouvoir économique et des profits) et accéléré la formation d'une couche administrative qui a monopolisé les principaux postes de gestion, limité les moyens d'action des couches populaires et détourné à son profit le surplus économique dû au travail des ouvriers et des paysans.

Quelques Leçons

Du coup d'Accra, nous pouvons tirer quelques leçons :

1 - Le socialisme est l'oeuvre des masses populaires et ne peut être l'oeuvre des couches sociales qui ont des privilèges à sauvegarder.

2 - Le parti révolutionnaire, d'idéologie socialiste, est la condition essentielle de la victoire, du maintien et de la radicalisation de la Révolution.

3 - "Si les voies qui mènent au socialisme peuvent être très diverses, le contenu du socialisme et les conditions de sa réalisation sont les mêmes, quel que soit le pays".

4 - "Le socialisme, qui veut libérer le peuple de l'exploitation, doit être construit par le peuple" (5). Le socialisme "par en haut", le

(1) Jacques ARNAULT : "Du Colonialisme au socialisme"

(2) Il s'agit de la révolution d'Août 63 au Congo-Braz qui chassa Fulbert Youlou du pouvoir.

(3) Cf. "Le Monde Diplomatique" Mars 1966, l'article de Robert Cornevin

(4) Le Figaro, 10 mars 1966

(5) Kwané N'Krumah : "L'Afrique doit s'unir".

socialisme "octroyé" ainsi que le socialisme qui ne suppose pas une large démocratie pour les masses populaires, ne sont qu'illusions.

TIONALES - INFORMATIONS NATIONALES - INFORMATIONS NATIONALES - NA -

18.12.1965 - La BIRD a accordé un prêt de 100 millions de dollars à la Tunisie (52 millions de Dinars)

21.12.1965 - En contrepartie des permis de recherches d'hydrocarbures au Sud Tunisien, permis qui s'étendent sur une superficie de 12.000 km² couvrant la région de Bir Aouine, au nord d'El Borma, l'FNI nous a octroyé un prêt de 21 millions de dollars.

7.1. 1966 - Inauguration de la 47e coopérative de consommation, dans le gouvernorat de Kairouan ("Action" du 9.1.66).

28.1.1966 - "L'Action" du 28.1.1966 a publié une enquête sur le divorce en Tunisie. Il paraît qu' "entre 1957 et 1964, les divorces seront multipliés par 5, alors que le nombre de mariages a simplement doublé".

4.2.1966. - Signature à Bonn par M. Mohamed Teddi d'un contrat de prêt de 4 millions de Dinars destinés à l'alimentation en eau potable des villes du Sud, à l'équipement de périmètres d'irrigation dans le sud et le Centre et à la reconversion des oasis de Nef-ta.

- du 4.2.1966 au 7.2.1966 s'est réunie à Tunis la première conférence des Ministres maghrébins de l'Education et de l'Enseignement. Elle a décidé :

- 1 - L'institution d'une conférence annuelle maghrébine des Ministres de l'Education,
 - 2 - La création du Comité Consultatif Permanent Maghrébin pour l'Education (C.C.P.M.E.).
 - 3 - Et la création d'un institut maghrébin des recherches pédagogiques et éducationnelles.
- Elle a recommandé le relèvement économique et social des instituteurs.
-

10. 2. 1966 - La Banque allemande a signé avec les autorités nationales un accord portant sur le prêt de 500.000 dinars. Ce prêt "sera remboursé en Dinars Tunisiens", a déclaré M. Ahmed Morredine au Journal "L'Action".

14.2. 1966 - Le 14.2. a débuté à la Bourse du Travail le Colloque Economique organisé par l'U.G.E.T.

TIONALES - INFORMATIONS NATIONALES - INFORMATIONS NATIONALES - NA -

TIONALES - INFORMATIONS N TIONALES - INFORMATIONS NATIONALES - NA -

16.2.1966 - A la suite d'une entrevue avec Mobutu qui a lieu le 16.2.1966, M. Mestiri a déclaré : "en reconnaissant le gouvernement congolais, La Tunisie fonde beaucoup d'espoir sur le général Mobutu qui dans sa tâche de rétablir l'unité nationale, l'intégrité territoriale et la relance économique bénéficiera de l'appui tant moral que matériel du gouvernement tunisien.

17.2. 1966 - Signature d'un accord de coopération économique et technique tuni-so-suédois.

La Suède s'engage à participer au projet d'approvisionnement en eau potable et d'évacuation des eaux usées de la ville de Kélibia. Sa contribution financière sera de 105.000 dinars.

24.2.1966 - Le 24 Février, les journées d'Etude : "ABOUL KALEM CHABBI" ont été ouvertes à la bourse du travail par le S.E. aux Affaires Culturelles, M. Gedly Klibi. Ont été invitées à ce Festival douze personnalités des lettres arabes dont le Docteur OMAR FARROUKH.

25.2.1966 - Traitant des coups d'Etat en Afrique, l'éditorialiste de l' "Action" du 25 février écrit : "La leçon à tirer est qu'IL NE SUFFIT PAS D'AVOIR UN PASSE GLORIEUX POUR ETRE UN BON SERVITEUR DE SON PEUPLE; "l'ancienneté" au pouvoir n'est pas toujours la preuve de la réussite...".

4.3.1966 - La presse tunisienne du 4 mars a fait état d'un arrêté du Ministère français de l'économie et des finances publié au J.O.R.F. qui laisse entendre que le prêt prévu par le budget français au profit du gouvernement tunisien pour l'année 1955 a été reconduit pour l'année 1966.

8.3.1966 - Dans son discours à la conférence des cadres de Bejà, M. Triki, gouverneur, a affirmé que "le nombre des coopératives agricoles atteindra au cours de l'Eté prochain 200 unités".

TIONALES - INFORMATIONS NATIONALE - INFORMATIONS NATIONALE - NA -
